

LA LETTRE DE JUSTICE ET PAIX

QUE CHERCHEZ-VOUS ?

Dans un monde frappé par les conflits et la violence : comment ne pas penser à la guerre en Ukraine, au conflit Israël-Palestine, – toujours au Moyen Orient, à l'Iran, à la Syrie ou au Yémen –, en Afrique – au Soudan et au Sahel –, en Asie – à la Birmanie, au Pakistan, à la Mer de Chine et à Taïwan –, ou encore aux cartels de la drogue au Mexique, en Colombie et au Venezuela ; comment oublier le retour des « empires » dirigés par des forces qui ignorent ou qui refusent la démocratie ?

Mais, peut-être se souvenir aussi qu'il y a quelques jours, des milliers de jeunes se sont réunis à Paris pour répondre à l'interrogation de Frère Matthew, prieur de Taizé, « *Que cherchez-vous ?* » En reprenant la parole de Jésus dans l'évangile de Jean (1, 38), Frère Matthew proposait quelques pistes de réflexion : le silence, la prière, un sens à la vie, une direction, un monde plus juste, une communauté, la paix !

Malgré le grand sentiment d'impuissance qui peut nous envahir devant le cours d'événements de plus en plus incertains, c'est ce que vous souhaitez Justice et Paix pour 2026, « *une paix désarmée, une paix désarmante* » comme le dit le pape Léon XIV.

Marc de Montalembert
Justice et Paix France



© DR

POUR QUE LES CHRÉTIENS SOIENT DES ARTISANS D'UNE PAIX « DÉSARMÉE ET DÉSARMANTE »

« *La paix soit avec vous tous [...] C'est la paix du Christ ressuscité, une paix désarmée et une paix désarmante, humble et persévérante.* » Ce message pour la Journée mondiale de la paix 2026 rappelle les premiers mots que le pape Léon XIV a prononcés le soir de son élection, le 8 mai 2025. Il nous invite à refuser « *la logique de la violence et de la guerre, pour embrasser une paix authentique fondée sur l'amour et la justice* ». Cette paix, elle est désarmée car elle n'est pas fondée sur la peur, la menace ou sur les armes et elle est désarmante parce qu'elle est capable de résoudre les conflits, d'ouvrir les cœurs et de générer de la confiance, de l'empathie et de l'espérance.

Une paix désarmée

La course aux armements et la peur mutuelle sont des pièges qui éloignent de la vraie paix. « *Si la paix n'est pas une réalité vécue, à préserver et à cultiver, l'agressivité se répand dans la vie domestique comme dans la vie publique...* »

Une paix désarmante

La paix exige un désarmement intégral, à la fois matériel et spirituel. La diploma-

tie, la médiation et le droit international sont des outils essentiels pour construire une paix durable. Il faudrait d'ailleurs renforcer les institutions multilatérales au lieu de les détruire. Les religions et les croyants doivent promouvoir la prière, la spiritualité, la justice et le pardon, et refuser toute instrumentalisation de la foi pour justifier la violence dans les conflits.

Un appel à l'action

Dans un monde que le pape François décrivait comme traversé par une « *troisième guerre mondiale par morceaux* », la paix n'est pas une utopie, mais un chemin concret à construire par l'écoute des plus vulnérables, la solidarité, la coopération, la confiance mutuelle, la justice et la recherche du bien commun. Chaque individu, chaque communauté, chaque nation sont invités à devenir artisan de paix, en désarmant leur cœur et en refusant la logique de la peur et de la domination. Le pape Léon XIV nous appelle à devenir des artisans de paix qui « *résistent encore à la contagion des ténèbres, comme des sentinelles dans la nuit.* »

Sylvie Bukhari-de Pontual
Présidente de Justice et Paix France

PAIX SANS JUSTICE

L'invasion russe en Ukraine dure déjà depuis près de quatre ans. Cela est comparable à la longueur de la Première Guerre mondiale. L'agression russe a toutefois commencé bien plus tôt, en 2014, soit il y a douze ans. L'objectif de cette agression était d'abolir la souveraineté de l'État ukrainien et de nier l'autodétermination du peuple ukrainien.



Cimetière militaire à Lviv © Andriy Kostiuk

En 2001, Poutine qualifiait l'Ukraine d'«État artificiel». Si nous insistons sur notre identité nationale, ils nous traitent immédiatement de nationalistes, voire de nazis, et sont prêts à nous punir comme des traîtres à leur grand «monde russe». C'est pourquoi leur guerre contre nous est génocidaire.

Un autre objectif des dirigeants russes était de redéfinir l'ordre mondial, passant d'un «ordre fondé sur des règles» à un «ordre fondé sur des intérêts». L'idéal d'une société démocratique ouverte et fondée sur la dignité et les droits de l'homme n'est pour les Russes qu'une utopie irréalisable. Ils exigent le «respect de leurs intérêts», mais ils entendent par là l'obéissance et la servitude des faibles envers les plus forts et donc les plus grands. Un monde divisé par les superpuissances, des dictateurs glorifiés par leur peuple: tels sont les rêves et les aspirations de ceux qui haïssent la démocratie.

L'Ukraine était considérée comme une proie facile, mais elle continue de lutter grâce aux efforts héroïques de ses défenseurs et à la généreuse solidarité de nos amis en Europe, en Amérique et dans le monde entier. Pour la civilisation occidentale, notre tragédie est devenue l'occasion de se réveiller d'un rêve confortable sur la «fin de l'histoire» pour affronter la dure réalité que

l'humanité ne vit pas au paradis. Les valeurs occidentales que sont la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit sont de grandes réalisations qui ne doivent pas être considérées comme définitivement acquises, mais constamment défendues. L'hospitalité sans précédent offerte aux réfugiés ukrainiens, le soutien financier important et l'aide en matière d'armement ont permis à l'Ukraine de survivre.

Le peuple ukrainien aspire à la paix. Nous apprécions énormément les efforts de paix déployés par nos amis américains et européens. Cependant, la question la plus importante reste pour nous de savoir s'il peut y avoir une paix durable sans justice. Les artisans de la paix américains voient la fin de notre guerre différemment. Ils se demandent s'il y a un espoir de victoire pour l'Ukraine et, si ce n'est pas le cas, si nous ne devons pas simplement cesser les combats. N'est-il pas préférable de préserver au moins quelque chose plutôt que de continuer à se battre et de tout perdre demain? Les compromis que les agresseurs proposent à leurs victimes consistent à préserver la vie et peut-être certains biens, mais à perdre la liberté et la dignité. Nous ne nous faisons aucune illusion sur ce que signifie le «monde russe» pour ceux qui n'obéissent pas ou qui sont simplement différents. C'est

pourquoi nous insistons sur les garanties de sécurité dans le cadre de tout traité de paix significatif.

Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité impunis constitueront un autre obstacle à une paix durable. Les souffrances endurées par les civils ukrainiens pendant cette guerre, notamment les meurtres, les viols, les enlèvements d'enfants et les vols, ne peuvent pas être simplement oubliées afin de rétablir de «bonnes relations amicales» avec ceux qui ont commis ces crimes.

Il n'est pas clair si Poutine est réellement prêt à faire des compromis ou s'il poursuit sa stratégie maximaliste d'occupation de l'ensemble de l'Ukraine, ou du moins de sa conversion en protectorat russe. Ses exigences, pratiquement impossibles à satisfaire semblent avoir été formulées non seulement pour briser la volonté et humilier les Ukrainiens, et comme prétexte à la poursuite de la guerre.

La Russie ne peut pas gagner cette guerre, à moins que l'Ukraine et nos amis ne soient prêts à être vaincus. Les avancées temporaires sur le champ de bataille n'ont pas beaucoup d'importance si la résilience et l'engagement de l'autre partie en faveur de la liberté et de la dignité sont préservés. Nous nous battons et réparons, enseignons et étudions, produisons et servons, car nous savons que la vie doit continuer malgré la tragédie que nous traversons. Nous n'abandonnerons pas notre liberté, notre démocratie et notre dignité. Nous insistons sur notre appartenance à la civilisation européenne et nous considérons l'Europe comme un bastion unique de valeurs. Les chrétiens croient que, finalement, le Bien et la Vérité l'emporteront sur le Mal et la Tromperie, que la mission de chaque personne est difficile mais importante, que la vie vaut la peine d'être vécue parce qu'elle est bénie par l'Amour.

Andriy Kostiuk

Avocat et professeur à l'université catholique d'Ukraine

NOËL EN PALESTINE

Cette année, l'illumination du sapin de Noël, près de l'église de Bethléem, qui marque le lieu où Jésus est né, fut une célébration religieuse et nationale. Cette fête populaire avait été annulée en raison des attaques israéliennes et du génocide en cours à Gaza. Des milliers de chrétiens et de musulmans se sont à nouveau rassemblés.

Les gens semblaient déterminés à laisser une touche de joie renaître en eux, à exprimer une lueur d'espoir que la vie pouvait continuer. Il s'agit d'un acte de résistance, défiant le règne de la mort imposé à la Palestine par l'establishment politique, l'armée et les colons israéliens. Dans la paroisse catholique de la Sainte-Famille à Gaza, cible de nombreuses attaques au cours des deux dernières années, le sapin de Noël a été décoré et illuminé, proclamant ainsi la résilience des chrétiens.

Le Christ est né en Palestine. Il y a deux mille ans, le pays était plongé dans les ténèbres de l'occupation romaine. Son père et sa mère cherchaient désespérément un abri. Marie a accouché dans des conditions similaires à celles de tant de femmes en Palestine aujourd'hui, exposées aux éléments. Et pourtant, il est né et est venu au monde. Sa naissance défie les pouvoirs en place qui pourraient tenter d'étouffer cette nouvelle vie. Il y a deux mille ans, ils ont compris que sa naissance menaçait leur hégémonie.

Que personne ne se laisse tromper par la joie. La Palestine est toujours sous le feu des attaques. La répression, l'occupation et le génocide se poursuivent. À Gaza, l'armée israélienne continue de bombarder et de tirer, tuant et détruisant des maisons. Le froid hivernal et les pluies abondantes laissent de nombreuses personnes sans protection, essayant de survivre dans la boue, sans le strict nécessaire. Le régime de mort et le siège étouffant se poursuivent malgré les déclarations creuses des pouvoirs en place. L'accès à la bande de Gaza est interdit, ce qui signifie que l'ampleur réelle de l'horreur qui s'y déroule est largement cachée aux yeux du monde.

En Cisjordanie, l'armée israélienne continue d'intensifier ses patrouilles dans les villes et les villages, assassinant

des militants, arrêtant des dizaines de personnes chaque semaine, détruisant des maisons et des infrastructures. Les colons israéliens sèment la terreur dans les villages, les oliveraies et les champs des Palestiniens, blessant au hasard, tuant le bétail et brûlant les biens. Les postes de contrôle et les nouvelles barrières empêchent la libre circulation sur le territoire de la Cisjordanie. En cette période de Noël, les chrétiens, comme leurs compatriotes musulmans, ne peuvent pas rendre visite à leurs proches ni se rendre en pèlerinage sur les lieux saints.

À Jérusalem-Est, la police israélienne impose son contrôle à chaque coin de rue. Les gens vivent dans la crainte de ce qui pourrait se passer dans les rues. Dans la vieille ville de Jérusalem, microcosme où les lieux saints des juifs, des chrétiens et des musulmans se côtoient, les autorités israéliennes continuent d'essayer de rendre la ville aussi juive que possible, en marginalisant les Palestiniens, musulmans et chrétiens. Les colons juifs, encouragés à s'installer dans les quartiers palestiniens, sont protégés par des gardes armés et arpentent les rues, affichant fièrement leur suprématie sur les habitants locaux.

Sur le plan personnel, je viens de rentrer d'un séjour de quatre mois en Afrique du Sud. J'en suis revenu revigoré. Jusqu'au début des années 1990, l'Afrique du Sud était enfermée dans un système d'apartheid qui fermait tout horizon d'espoir à la grande majorité des Sud-Africains. En Palestine/Israël,



© Ulrich Nieshke

nous pourrions tirer les leçons de l'expérience sud-africaine et comprendre que les choses ne doivent pas nécessairement être ainsi. L'expérience sud-africaine nous montre que les systèmes d'inégalité, d'injustice et de violence doivent et peuvent prendre fin.

Les auteurs chrétiens palestiniens du récent deuxième document *Kairos Palestine* s'écrient: «Du fond de notre douleur, du génocide et du déplacement, nous lançons ce cri, un cri prophétique de fermeté. Nous déclarons notre engagement à œuvrer pour le bien de cette terre et de toute l'humanité sur la base de notre humanité commune jusqu'au jour où nous vivrons libres sur notre terre avec tous ses habitants dans une paix et une réconciliation véritables fondées sur la justice et l'égalité pour toute la création de Dieu, où la miséricorde et la vérité se rencontrent, et où la justice et la paix s'embrassent (Psaume 85,10)»^[1].

David Neuhaus, sj^[2]

[1] Voir le texte complet sur <https://justice-paix.cef.fr/wp-content/uploads/2025/12/doc-kairos-palestine-ii-f-traduction-adsf-finale.pdf>

[2] David Neuhaus est un prêtre catholique israélien né en Afrique du Sud et vivant en Palestine/Israël depuis plus de 45 ans. En novembre 2025, il a publié un livre intitulé *Conquest or Leaven: Reflections of a Catholic Priest in Palestine/Israel* (Conquête ou levain : réflexions d'un prêtre catholique en Palestine/Israël), disponible auprès du Jesuit Institute South Africa : <https://www.jesuitinstitute.org.za/contact-us>

À LA SUITE DU CONCILE VATICAN II, LA CRÉATION DES COMMISSIONS JUSTICE ET PAIX

En France, Mgr Louis Vial, évêque de Nantes, réunit le premier groupe de ce qui va devenir la Commission française Justice et Paix. Celle-ci est officiellement créée le 25 novembre 1970 sous forme associative par Mgr Jacques Ménager, évêque de Meaux, son objet étant « de promouvoir et de réaliser dans des perspectives chrétiennes, toutes activités concernant, le développement, les droits de l'Homme, la justice, la paix, la sauvegarde de la création, spécialement dans les relations internationales, en lien avec les différents acteurs de la société civile. L'association est un lieu de pensée, de conseil, de proposition d'action et de coopération. Elle organise sur les thèmes qui sont de sa compétence, des groupes de travail, des colloques, des séminaires et elle publie le résultat de ses recherches et de ses travaux ».

Le 30 juin 1979, le cardinal Etchegaray confirme par lettre publiée par la Documentation Catholique, la mission de la commission et

ses liens avec la Conférence des évêques de France. Cette mission est de nouveau réaffirmée le 8 mai 2018 par le cardinal Turkson, préfet du dicastère romain pour le service du Développement intégral.

Jusqu'à aujourd'hui, tous les présidents de Justice et Paix France étaient des évêques mais, lors de sa réforme, la Conférence des évêques de France a demandé à JPF d'assurer également une fonction d'observatoire auprès de la CEF et de modifier ses statuts afin que, désormais, l'évêque désigné n'en soit plus le président mais l'évêque référent.

Les statuts ont été modifiés et, le 3 décembre dernier, Sylvie Bukhari-de Pontual a été élue présidente de JPF, Mgr Jacques Blaquart devenant notre évêque référent.

Marc de Montalembert, JPF

DANS TOUS SES ENGAGEMENTS, DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS

Pour cette date importante dans l'histoire de Justice et Paix France – la première élection d'un président ou d'une présidente à la tête de l'association –, pouvait-on imaginer meilleure candidate, tellement fidèle au « profil de poste » souhaité, que Sylvie Bukhari-de Pontual : son parcours professionnel et associatif conjugue, en effet, à tous les temps et en tous lieux ces deux mots de justice et de paix. Jusqu'à sa précédente responsabilité de présidente du CCFD-Terre solidaire de 2016 à 2024.

Dans un entretien à *La Croix*, publié en 2019, elle expliquait comment sa famille, son enfance l'ont conduite à ces choix. « *Je n'avais ni plan de carrière ni parcours prémédité* », mais une sensibilité éveillée par des situations vécues durant sa jeunesse. Née d'une mère catholique et d'un père diplomate pakistanais musulman, elle vécut en URSS à l'époque communiste et y compris ce que pouvait représenter l'oppression politique ; elle rencontra les inégalités, aussi, quand en Roumanie, elle côtoya des enfants manquant de tout. Autre moment fondateur : un témoignage de Guy Aurenche, avocat responsable de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), devant sa classe de troisième : « *J'ai découvert avec enthousiasme quelqu'un qui s'engage pour défendre la dignité des plus vulnérables.* » Des études de droit privé et de droit international l'amènent à devenir avocate à la cour de Paris. À son tour, en 2002, elle devient présidente de l'ACAT et trois ans plus tard de la Fédération internationale, la FIACAT. Elle enseigne à l'Institut catholique de Paris, dont elle sera la doyenne de la Faculté des sciences sociales, d'économie et de droit.

Vient en 2016 son élection à la présidence du CCFD-Terre solidaire, mouvement qu'elle juge prophétique car « *il a expérimenté avant l'heure l'encyclique de François Laudato si'* » ; « *l'Homme fait partie d'un tout. Une solidarité nous lie à la Création* ». C'est « *une ONG de la mise en liens* », disait-elle dans un entretien paru dans la *Lettre de Justice et Paix* : liens entre ici et là-bas, liens entre communautés, entre partenaires avec qui le CCFD construit ses projets... Formée par l'exercice de la collégialité au sein du CCFD, Sylvie Bukhari-de Pontual souhaite, avec Justice et Paix France, promouvoir le travail collectif et tisser des liens avec des services et mouvements qui travaillent sur ces questions fondamentales.

La nouvelle présidente de Justice et Paix France connaît bien l'état du monde et ses drames, ses injustices politiques et économiques ; elle ne craint pas de les dénoncer et de lutter contre les prédateurs et les fauteurs de guerre. « *Si je ne croyais pas à la force de la prière, j'aurais arrêté mes engagements depuis longtemps* », confiait-elle à *La Croix*. Mais l'espérance est là : « *On peut avoir l'impression d'être face au tonneau des Danaïdes, mais si on envisage la situation à hauteur d'homme, cela change tout.* » « *Je vois comment des gens se lèvent, se transforment et transforment leurs environnements, c'est source d'émerveillement, d'espérance.* »

Dominique Quinio, JPF



JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en faisant un don :

- ☐ par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.
- ☐ par virement IBAN FR76 1820 6002 9412 8907 4400 188
- ☐ DON euros
- ☐ Je souhaite recevoir un reçu fiscal.

Nom, Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Adresse e-mail :

JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr

Présidente : Sylvie Bukhari-de Pontual Évêque référent : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Virginie Amieux - Maria Biedrawa - Catherine Billet - Pierre Blanc - Dominique Serra-Coatanea - Geneviève Colas - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Marie-Noëlle Koyara - Sr Jeannette Londadjim - Dominique Quinio - P. Thierry Reveneau - Jean-Luc Rolland - P. André Talbot - Denis Viénot - Philippe Zeller

Directeur de la publication : Michel Roy, Secrétaire général

Comité éditorial : Marc de Montalembert

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

Mise en page : Service Édition/Publication de la CEF

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Janvier 2026

Impression : Saxoprint eurl, Asnières